

ANNEXE 2

ACCORD DU 22 OCTOBRE 1921, DIT « ACCORD DÉFINITIF
CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES »

[Traduction de l'allemand.]

Le Gouvernement dantzikois et le Gouvernement polonais, en vue de régler la situation des fonctionnaires des chemins de fer dantzikois qui passent définitivement au service de l'Administration des chemins de fer de l'État polonais, ont convenu des dispositions suivantes destinées à donner effet aux Décisions du Haut-Commissaire en date du 15 août et du 5 septembre 1921 concernant le maintien des fonctionnaires, employés et ouvriers actuellement en service sur les chemins de fer du territoire de la Ville libre de Dantzig, conformément à l'article 22 de la Convention dantziko-polonaise du 9 novembre 1920; ces dispositions d'exécution formeront, avec les Décisions susmentionnées, les règles fondamentales applicables aux fonctionnaires qui passent au service de la Pologne.

Article premier.

En vue du passage au service des chemins de fer polonais sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, tous les fonctionnaires des chemins de fer devront déclarer s'ils désirent être maintenus dans le service polonais.

Ces manifestations de volonté devront revêtir la forme d'une déclaration se référant au présent Accord. Ces déclarations, qui ne devront contenir ni addition ni conditions supplémentaires, seront transmises à la Direction des chemins de fer de l'État polonais à Dantzig par le délégué dantzikois, désigné par la Décision du Haut-Commissaire en date du 15 août 1921; la transmission des déclarations aura lieu dans les huit semaines qui suivront le transfert des chemins de fer dantzikois à la Pologne.

L'admission aura lieu dans la limite des effectifs nécessaires et prévus au budget.

Article 2.

Tous les ouvriers — y compris les agents auxiliaires occupés comme ouvriers — passeront sans exception et sans déclaration spéciale au service des chemins de fer polonais, dans la limite des effectifs à la date de la conclusion de la Convention dantziko-polonaise, à savoir le 9 novembre 1920.

ANNEX 2.

ENDGÜLTIGES BEAMTENABKOMMEN
VOM 22. OKTOBER 1921

Zwischen der Danziger und der Polnischen Regierung sind bezüglich des Uebertritts der Danziger Eisenbahnbeamten in den dauernden Dienst bei der polnischen Staatsbahnverwaltung folgende Ausführungsbestimmungen zu den Entscheidungen des Hohenkommissars vom 15. August 1921 und 5. September 1921 hinsichtlich der Beibehaltung der im Eisenbahndienst im Gebiete der Freien Stadt Danzig befindlichen Beamten, Angestellten und Arbeiter gemäss Artikel 22 der Danzig-polnischen Konvention vom 9. November 1920 durch die Regierung der Republik Polen und die Regierung der Freien Stadt Danzig vereinbart worden, die samt den genannten Entscheidungen die Grundlage des Uebertritts in den polnischen Dienst bilden.

Art. 1.

Wegen Uebernahme in den polnischen Eisenbahndienst im Gebiete der Freien Stadt Danzig sollen sich sämtliche Eisenbahnbeamten äussern, ob sie ihre Beibehaltung im polnischen Dienst wünschen.

Diese Aeusserungen werden in der Form einer entsprechenden auf diese Verordnung bezughabenden Erklärung zu erfolgen haben. Diese Erklärung, welche keine weitere Zusätze und Bedingungen enthalten dürfen, sind der polnischen Staatsbahndirektion in Danzig durch den durch Entscheidung des Oberkommissars vom 15. August 1921 bestellten Danziger Delegierten binnen 8 Wochen nach erfolgter Uebernahme der Danziger Eisenbahnen durch Polen vorzulegen.

Die Uebernahme erfolgt nach dem erforderlichen Kopfetat.

Art. 2.

Sämtliche Arbeiter — darunter fallen auch die im Arbeiterverhältnis stehenden Aushilfsbediensteten — werden nach dem Personalstande vom Tage des Abschlusses der Danzig-polnischen Konvention, d. i. vom 9. November 1920, vollzählig ohne besondere Anmeldung in den polnischen Eisenbahndienst übernommen werden.

Au cas où l'effectif actuel des ouvriers et des agents auxiliaires occupés comme ouvriers dépasserait l'effectif du 9 novembre 1920, les ouvriers en surnombre — à commencer par ceux qui sont entrés au service des chemins de fer à la date la plus récente — seront exclus du passage au service des chemins de fer polonais jusqu'à ce que l'effectif ouvrier du 9 novembre 1920 soit atteint. Les ouvriers en surnombre dans un service seront désignés pour remplir des vacances dans un autre service, ou inscrits sur une liste d'attente.

Les agents auxiliaires qui accomplissent, d'une façon permanente, le service d'un fonctionnaire ne sont pas comptés, lors de l'admission, dans l'effectif budgétaire ouvrier.

Article 3.

Les fonctionnaires et ouvriers ci-dessus seront admis à passer dans le service polonais à la condition :

a) qu'ils soient citoyens de Dantzig et ne perdent pas cette qualité par option (article 106 du Traité de Versailles) ou qu'ils possèdent la nationalité polonaise ;

b) qu'ils s'engagent à servir loyalement l'État polonais.

Si l'engagement indiqué au paragraphe a) du présent article n'est pas tenu, le contrat d'engagement sera résilié moyennant un préavis de trois mois ; le délai de résiliation pourra être plus court pour les contrats des ouvriers.

Toute attitude déloyale donnera lieu à l'application de sanctions qui seront prises à l'égard des fonctionnaires, à la suite d'une procédure disciplinaire formelle. En ce qui concerne les ouvriers, la sanction consistera dans une punition ou la résiliation du contrat ; cette dernière peine ne devra toutefois être appliquée que dans des cas très graves. Si le fait incriminé est de nature à motiver des poursuites pénales, des mesures appropriées seront prises.

En ce qui concerne les fonctionnaires qui déclareront en temps utile vouloir passer au service des chemins de fer polonais aussi bien qu'à l'égard des ouvriers admis dans le service polonais, on considérera comme date d'admission la date du transfert définitif à la Pologne de l'administration des chemins de fer du territoire de la Ville libre de Dantzig.

Pour autant que les fonctionnaires et ouvriers admis dans le service polonais sont obligés de remplir leurs fonctions en uniforme, ils sont autorisés à porter leurs anciens uniformes jusqu'à usure complète. En outre, les ressortissants dantziens porteront, à la place des emblèmes polonais, ceux de la Ville libre de Dantzig. Les casquettes du personnel auront la couleur et la façon des casquettes officielles polonaises mais conserveront leur forme actuelle.

Wenn der gegenwärtige Stand der Arbeiter und der im Arbeiterverhältnis stehenden Aushilfsbediensteten den Stand vom 9. November 1920 überschreiten sollte, werden von der Uebernahme in den polnischen Eisenbahndienst die überzähligen Arbeiter — von den zuletzt in den Eisenbahndienst eingetretenen angefangen — so lange ausgeschlossen, bis der am 9. November 1920 bestandene Arbeiterstand erreicht ist. Arbeiter, die bei einer Dienststelle überzählig werden sollten, werden zur Auffüllung von Lücken an anderer Stelle verwandt oder vorgemerckt.

Die Hilfsbediensteten, die ständig Beamtdienste verrichten, zählen bei der Uebernahme nicht zum Arbeiterkorpstat.

Art. 3.

Die Uebernahme der oben bezeichneten Beamten und Arbeiter wird unter der Voraussetzung erfolgen, dass sie:

a) Danziger Bürger sind und dieses Danziger Bürgerrecht durch option nicht verlieren (Artikel 106 des Vertrages von Versailles) oder aber polnische Staatsbürger sind;

b) sich zu loyalem Vorhalten gegenüber dem polnischen Staate verpflichten.

Die Nichteinhaltung der im Absatz a) des vorliegenden Artikels bezeichneten Verpflichtung hat die Lösung des Dienstverhältnisses mit einer dreimonatlichen Kündigungsfrist zur Folge, unbeschadet der kürzeren Kündigungsfrist bei den Arbeitern.

Das illoyale Verhalten wird geahndet hinsichtlich der Beamten im Wege eines förmlichen Disziplinarverfahrens, hinsichtlich der Arbeiter durch entsprechende Bestrafung, durch Kündigung aber nur in schwerwiegenden Fällen. Sollten die Voraussetzungen einer strafgerichtlichen Verfolgung gegeben sein, so bleiben die entsprechenden Schritte vorbehalten.

Hinsichtlich der Beamten, welche rechtzeitig ihre Anmeldungen um Uebernahme in den polnischen Eisenbahndienst einbringen, sowie hinsichtlich der übernommenen Arbeiter gilt als Uebernahmetag der Tag der endgültigen Uebernahme der Eisenbahnverwaltung im Gebiete der Freien Stadt Danzig durch Polen.

Soweit die übernommenen Beamten und Arbeiter zum Uniformtragen verpflichtet sind, dürfen die bisherigen Uniformen aufgetragen werden. Ausserdem tragen Danziger Staatsangehörige an Stelle der polnischen Hoheitsabzeichen die der Freien Stadt Danzig. Die zu tragenden Mützen entsprechen in Farbe und Ausgestaltung der polnischen Dienstmütze, behalten aber ihre bisherige Form.

Article 4.

1) Les fonctionnaires et ouvriers passés au service de la Pologne relèvent, dans l'exercice de leurs fonctions, de la direction compétente des chemins de fer de l'État polonais.

2) Les fonctionnaires passés au service de la Pologne sont soumis, en première instance, aux lois disciplinaires polonaises, étant entendu qu'en cas de procédure disciplinaire les deux membres élus de la Chambre disciplinaire de première instance et la moitié des membres nommés seront choisis parmi les employés de nationalité dantzikoise passés au service de la Pologne et appartenant à la catégorie correspondante.

3) La Chambre disciplinaire de deuxième instance, lorsqu'elle aura à juger des fonctionnaires passés au service de la Pologne, sera composée pour moitié de fonctionnaires polonais des chemins de fer et pour moitié de fonctionnaires de nationalité dantzikoise, passés au service de la Pologne; son siège sera à Varsovie. L'Administration des chemins de fer polonais désignera les membres de nationalité dantzikoise, d'accord avec le délégué dantzikois auprès de l'Administration des chemins de fer polonais.

4) Si un membre de la Chambre disciplinaire, l'accusé ou une autre personne intéressée à la procédure disciplinaire ne comprend que l'allemand, les débats auront lieu en polonais et en allemand, avec l'aide d'un interprète.

5) Au cas où la loi disciplinaire qui doit être votée pour la Pologne dérogerait aux dispositions qui précèdent, ces dernières seront modifiées et adaptées à la loi disciplinaire polonaise, sans qu'il puisse, toutefois, être porté atteinte aux règles relatives à la composition des Chambres disciplinaires et à la langue qui doit être employée au cours des débats.

6) Jusqu'au 1^{er} avril 1925, l'Administration des chemins de fer de l'État polonais appliquera les dispositions existantes du règlement dantzikois sur les chemins de fer toutes les fois qu'elle fera usage de son droit de renvoyer les fonctionnaires et ouvriers qui sont titulaires de contrats résiliables.

Article 5.

Les ressortissants de la Ville libre — fonctionnaires et ouvriers — passés dans le service polonais ne peuvent, sans leur consentement, être employés en dehors du territoire de la Ville libre, sauf au cas où un employé, à la suite d'une procédure disciplinaire formelle, serait transféré à un autre poste, à titre de sanction, et où il n'existerait pas de poste correspondant sur le territoire de la Ville libre.

Art. 4.

1) Die übernommenen Beamten und Arbeiter unterstehen organisatorisch der zuständigen polnischen Staatsbahndirektion.

2) Die übernommenen Beamten unterliegen in erster Instanz den polnischen Disziplingesetzen mit der Massgabe, dass bei Disziplinarverfahren die gewählten 2 Mitglieder der Disziplinarkammer I. Instanz und von den ernannten Mitgliedern die Hälfte aus der in Betracht kommenden Bedienstetenkategorie der übernommenen Freistadtbürger herangezogen werden.

3) Die Disziplinarkammer II. Instanz wird für die übernommenen Beamten zur Hälfte aus polnischen, zur Hälfte aus übernommenen Eisenbahnbeamten Danziger Staatsangehörigkeit in Warszawa gebildet. Die polnische Eisenbahnverwaltung ernennt die Mitglieder Danziger Staatsangehörigkeit nach Einvernehmen mit dem Danziger Delegierten bei der polnischen Staatsbahnverwaltung.

4) Beherrscht ein Mitglied der Disziplinarkammer, der Angeeschuldigte oder ein sonst an dem Disziplinarverfahren Beteiligter nur die deutsche Sprache, so wird polnisch und deutsch unter Heranziehung eines Dolmetschers verhandelt.

5) Sollte das für Polen zu schaffende Disziplingesetz Abweichungen von den obigen Bestimmungen vorsehen, so werden diese Bestimmungen in Anlehnung an das polnische Disziplingesetz geändert werden, wobei jedoch der Grundsatz hinsichtlich der Zusammensetzung der Disziplinarkammern und der Verhandlungssprache beibehalten werden muss.

6) Die Ausübung des Kündigungsrechts gegen kündbar angestellte Beamte und Arbeiter wird von der polnischen Staatsbahnverwaltung bis 1. April 1925 nach den bisherigen Danziger Eisenbahnverwaltungsvorschriften erfolgen.

Art. 5.

Die in den polnischen Dienst übernommenen Freistadtangehörigen — Beamte und Arbeiter — dürfen gegen ihren Willen ausserhalb des Freistadtgebietes nicht verwendet werden, der Fall ausgenommen, dass ein Bediensteter im Wege eines förmlichen Disziplinarverfahrens zur strafweisen Versetzung verurteilt wird und im Freistadtgebiet ein entsprechender Posten nicht vorhanden ist.

Article 6.

Le personnel visé par le présent Accord est maintenu sur la base du respect des droits acquis et dûment établis. De ce principe découlent, entre autres, les conséquences suivantes :

a) L'Administration des chemins de fer de l'État polonais reconnaîtra et respectera les droits et titres de service qu'un fonctionnaire ou un stagiaire aura acquis, conformément aux règlements allemands, jusqu'au jour de son admission dans le service polonais. L'avancement et les engagements accordés après le 9 novembre 1920, conformément aux règlements et dans le cadre des effectifs budgétaires, sont reconnus.

b) L'Administration des chemins de fer de l'État polonais accepte les tarifs dont bénéficient les ouvriers au moment de leur admission dans le service polonais.

c) Font en outre partie des droits acquis des agents que la Pologne s'engage à reconnaître et respecter tous les arrangements et toutes les institutions de prévoyance en faveur du personnel; l'Administration des chemins de fer polonaise s'engage également à prendre note des desiderata qui pourront lui être exprimés par les organisations légalement constituées pour représenter les fonctionnaires et ouvriers admis dans le service polonais.

La législation en matière d'assurances sociales (assurance-maladie, assurance contre les accidents, assurance-vieillesse et assurance-invalidité), dont bénéficiaient, sous l'Administration dantzikoise, les agents des chemins de fer admis dans le service polonais, continuera à être appliquée, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer du territoire dantzikois qui sont devenues la propriété de la Pologne et sont administrées par elle. Au cas où les dispositions en vigueur sur le territoire polonais seraient plus favorables au personnel, elles seront également introduites sur le territoire dantzikois.

Le terme « droits acquis » vise également le droit d'être réintégrés dans les cadres allemands jusqu'au 1^{er} avril 1925, qui a été garanti aux agents par le Reich allemand, conformément à une décision du Gouvernement allemand en date du 29 décembre 1920. L'Administration des chemins de fer de l'État polonais n'empêchera les fonctionnaires qui feront une demande à cet effet, ni de quitter le service polonais ni de transférer leur domicile en Allemagne, dès qu'elle aura réglé, dans le plus bref délai possible, la question de leur remplacement.

Les fonctionnaires qui auront quitté le service polonais ne pourront faire valoir, contre la Pologne, aucune revendication afférente à la période postérieure à la date à laquelle ils auront cessé leur service; cette disposition vise également le

Art. 6.

Die Beibehaltung erfolgt auf der Grundlage der Achtung der nachweislich erworbenen Rechte. Dies bedeutet unter anderem:

a) dass die polnische Staatsbahnverwaltung die von dem Beamten und Beamtenwärter bis zu seiner Uebernahme auf Grund der deutschen Vorschriften erworbenen Ansprüche und Anwartschaften seiner Dienststellung anerkennt und erfüllt. Die planmässig nach dem 9. November 1920 im Rahmen des Kopfetats vorgenommenen Beförderungen und Anstellungen werden anerkannt.

b) dass die polnische Staatsbahnverwaltung in die mit den Arbeitern bei der Uebernahme bestehenden Tarife eintritt.

c) Zu den erworbenen Rechten der Bediensteten, welche durch Polen anerkannt und erfüllt werden, gehören weiter alle die Verträge und Einrichtungen, die eine Fürsorge für das Personal bezwecken und dass die Wünsche der nicht im Widerspruch mit den geltenden Gesetzen stehenden Vertretungen der übernommenen Beamten und Arbeiter angehört werden.

Für die in Eigentum und Verwaltung Polens auf Danziger Gebiet übergangenen Eisenbahnen wird die Versicherungs-Gesetzgebung (Kranken-, Unfall, Alters- und Invaliditätsversicherung), welcher die übernommenen Eisenbahnbediensteten unter Danziger Verwaltung teilhaftig waren, angewendet werden. Sollten die polnischen Bestimmungen in dieser Hinsicht Verbesserungen enthalten, so werden sie auch im Danziger Gebiet eingeführt werden.

Zu den erworbenen Rechten gehört auch das den Bediensteten vom Deutschen Reich bis 1. April 1925 zugesicherte Rückübernahmerecht gemäss Beschluss der Deutschen Reichsregierung vom 29. Dezember 1920. Den mit entsprechenden Anträgen etwa herantretenden Beamten wird die polnische Staatsbahnverwaltung nach baldmöglichster Regelung der Ersatzfrage kein Hindernis bezüglich des Ausscheidens aus dem polnischen Dienste und der Abwanderung nach Deutschland bereiten.

Die ausgeschiedenen Beamten verlieren gegen Polen alle weiteren Ansprüche aus der Zeit nach ihrem Ausscheiden, einschliesslich Ruhegehalt; die Ansprüche aus Artikel 11, 12 und 13 dieser Verordnung werden hierdurch nicht berührt.

droit à la pension, mais non les revendications fondées sur les articles 11, 12 et 13 du présent Accord.

Article 7.

Au cas où l'Administration des chemins de fer de l'État polonais accorderait, dans le territoire de la Ville libre, à des employés polonais de la même catégorie et ayant la même préparation, des conditions d'engagement supérieures à celles des employés actuellement admis dans le service polonais, ces derniers auront droit à une situation équivalente à celle des premiers.

En outre, les émoluments des fonctionnaires admis dans le service polonais ne peuvent et ne pourront être inférieurs aux émoluments des fonctionnaires de la Ville libre de Dantzig d'un rang équivalent.

Toutes les sommes dues aux fonctionnaires et employés seront payées en monnaie dantzikoise.

Article 8.

Les employés qui remplissent régulièrement les fonctions d'un agent d'un rang supérieur au leur auront droit aux émoluments afférents au poste supérieur.

Article 9.

Toutes les questions intéressant les fonctionnaires et ouvriers admis dans le service polonais seront réglées par l'Administration des chemins de fer de l'État polonais.

Article 10.

Les fonctionnaires de la Ville libre de Dantzig admis dans le service polonais sont tenus à prendre envers les autorités polonaises l'engagement d'observer scrupuleusement et consciencieusement toutes les lois et tous les règlements, actuels et futurs, concernant le service des chemins de fer ; jusqu'au 1^{er} avril 1925, cet engagement sera pris par simple promesse solennelle, et à partir de cette date par serment. A cet égard, les fonctionnaires sont soumis à la législation disciplinaire polonaise, comme il est dit aux articles 4 et 5.

La formule du serment sera la suivante :

« Au nom du Dieu tout-puissant, je jure de remplir, dans les limites de mes attributions, les fonctions qui m'ont été confiées, de servir la République polonaise sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, sans faire de distinction entre les ressortissants dantzikois et les ressortissants polonais, d'observer

Art. 7.

Insoweit polnische Bedienstete gleicher Art und Vorbildung im Freistadtgebiet von der polnischen Staatsbahnverwaltung bessergestellt sein sollten als die jetzt übernommenen, so werden letztere den ersteren gleichgestellt.

Die Bezüge der Beamten, die in polnischen Dienst übertreten dürfen ausserdem weder jetzt noch künftig geringer sein, als Bezüge der in entsprechenden Dienststellungen befindlichen Beamten der Freien Stadt Danzig.

Sämtliche an Beamte und Arbeiter zu leistenden Zahlungen erfolgen in Danziger Währung.

Art. 8.

Bedienstete, die einen höheren Dienst planmässig versehen, als er ihrer dienstlichen Stellung entspricht, werden die Bezüge der höheren Dienststellung erhalten.

Art. 9.

Sämtliche Angelegenheiten der in polnischen Dienst übertretenen Beamten und Arbeiter regelt die polnische Staatsbahnverwaltung.

Art. 10.

Die in den polnischen Dienst übernommenen Beamten der Freien Stadt Danzig sind verpflichtet, den polnischen Behörden gegenüber bis zum 1. April 1925 durch Handschlag, nach diesem Tage durch einen Diensteid, sämtliche bestehenden und zu erlassenden auf den Eisenbahndienst bezughabenden Gesetze und Vorschriften genau und gewissenhaft einzuhalten. Sie unterliegen in dieser Hinsicht der polnischen Disziplinargesetzgebung nach Massgabe der Art. 4 und 5.

Die Eidesformel wird zu lauten haben:

„Ich schwöre bei Gott dem Allmächtigen, dass ich in der mir anvertrauten Amtsstelle innerhalb meines Wirkungskreises im Dienste der Republik Polen, im Gebiete der Freien Stadt Danzig unter gleichmässiger Behandlung der Danziger und polnischen Staatsbürger die Gesetzesvorschriften stets beachten,

toujours les dispositions légales, de remplir avec zèle et d'une façon consciencieuse mes devoirs professionnels, d'exécuter strictement les ordres de mes supérieurs, de garder le secret professionnel et de m'abstenir de tout acte qui pourrait porter atteinte à la consolidation politique, à l'indépendance et à la puissance de la République polonaise.»

Article 11.

En cas de départ, les employés admis dans le service polonais recevront de l'Administration des chemins de fer de l'État polonais une somme égale au tiers des frais de déménagement et de l'indemnité de logement, c'est-à-dire la somme que la Ville libre de Dantzig serait tenue de verser aux termes des dispositions de l'Accord germano-dantzikois du 12 novembre 1920 (paragraphe 16 et 19) réglant la situation des fonctionnaires.

Article 12.

Si le fonctionnaire démissionne ou quitte le territoire, l'Administration des chemins de fer de l'État polonais prendra les mesures nécessaires pour lui permettre d'emporter tous ses biens mobiliers; ceux-ci ne seront ni frappés de droits d'importation ou d'exportation, ni soumis à aucune autre disposition restreignant la sortie des biens.

Article 13.

Si un employé qui quitte le service polonais occupe un logement de service ou un appartement dont l'État est propriétaire, la Pologne accordera à l'occupant un délai équitable pour évacuer les locaux. Ce délai sera de trois mois s'il n'est pas possible de loger un remplaçant de cet employé dans la localité où il est appelé à exercer ses fonctions; il sera de six mois, dans les autres cas.

Sauf au cas où l'employé occupant un logement de service ou un logement appartenant à l'État serait nommé dans une autre localité, il ne pourra être contraint à évacuer ce logement aussi longtemps qu'il se trouvera au service de la Pologne.

Pour le Gouvernement
polonais :

Pour le Gouvernement
dantzikois :

Gdansk, le 22 octobre 1921.

Dantzig, le 22 octobre 1921.

(Signé) Dr WRÓBEL,

(Signé) SEERING,

Plénipotentiaire du
Gouvernement polonais.

Plénipotentiaire du
Gouvernement dantzikois.

die mir Kraft meines Amtes obliegenden Pflichten mit Eifer und gewissenhaft erfüllen, die Aufträge meines Vorgesetzten genau ausführen, das Amtsgeheimnis wahren und nicht unternehmen werde, was gegen die Festigung, Unabhängigkeit und Macht der Republik Polen gerichtet wäre.“

Art. 11.

Beim Abzug der übernommenen Bediensteten erhalten sie von der polnischen Staatsbahnverwaltung das Drittel der Umzugskosten und Mietsentschädigung, zu dessen Entrichtung die Freie Stadt Danzig nach dem mit dem Deutschen Reiche abgeschlossenen Deutsch-Danziger Beamtenabkommen vom 12. November 1920 (Paragraphen 16 und 19) verpflichtet ist.

Art. 12.

Bei Rücktritt und Abwanderung wird die polnische Staatsbahnverwaltung den abziehenden Bediensteten die Mitnahme der gesamten beweglichen Habe unter Befreiung von allen Ein- und Ausfuhrzöllen sowie von sonstigen Abzugsbeschränkungen sicherstellen.

Art. 13.

Sofern ein abziehender Bediensteter Inhaber einer Staatseigenen Dienst- oder Mietwohnung ist, wird Polen den Wohnungsinhabern angemessene Räumungsfristen zugestehen und zwar in den Fällen, in denen ein Ersatzmann für seine Person in dem Dienstorte nicht untergebracht werden kann, bis zu drei Monaten, in den übrigen Fällen bis zu sechs Monaten.

Keinesfalls darf ein Wohnungsinhaber, solange er im polnischen Dienst ist, gegen seinen Willen — den Fall seiner dienstlichen Versetzung ausgenommen —, zur Räumung seiner Dienst- oder staatseigenen Mietwohnung gezwungen werden.

Für die Polnische Regierung: Für die Danziger Regierung:

Gdansk, den 22. Oktober 1921. Danzig, den 22. Oktober 1921.

Als Bevollmächtigter der
Polnischen Regierung:

(Gez.) DR. WRÓBEL.

Als Bevollmächtigter der
Danziger Regierung:

(Gez.) SEERING.

Le règlement intervenu dans la question des fonctionnaires ne fait pas expressément mention de la situation des médecins des chemins de fer, les deux Parties contractantes ayant été unanimement d'avis que le maintien desdits médecins et le recrutement de leurs remplaçants dans les milieux dantziqois ont déjà été réglés par une Décision du Haut-Commissaire, en date du 5 septembre 1921.

Dantzig, le 22 octobre 1921.

Le Plénipotentiaire de la
République polonaise :
(Signé) Dr WRÓBEL

Le Plénipotentiaire du
Gouvernement dantziqois :
(Signé) SEERING.

Bei der Behandlung der Beamtenfrage ist eine ausdrückliche Erwähnung des Verhältnisses der Bahnärzte unterblieben, weil beide Vertragsteile darin einig waren, dass die Beibehaltung der Bahnärzte und ihr Ersatz aus Danziger Kreisen bereits durch die Entscheidung des Oberkommissars vom 5. September 1921 geregelt ist.

Danzig, den 22. Oktober 1921.

Der Bevollmächtigte der
Polnischen Regierung:
(Gez.) DR. WRÓBEL.

Der Bevollmächtigte der
Danziger Regierung:
(Gez.) SEERING.